

AGIS, T'ES DU LOCAL!

Mario BUCCI ♦ permanent CIEP communautaire

En campagne : bien au-delà des élections communales

Face au phénomène de désillusion croissante dans les sociétés occidentales au regard des institutions publiques et des élections, qui se traduit par une baisse constante de la participation au vote et l'émergence de mouvements populistes, les associations d'éducation permanente se trouvent confrontées à un travail compliqué de promotion d'une participation citoyenne positive, critique et engagée visant une réelle transformation sociale.

	Taux de participation	% des votes non-valables (sur le total des votes exprimés)
1994	91,67	8,35
2000	90,53	9,85
2006	91,97	8,27
2012	87,94	9,58

Taux de participation et votes non-valables lors des élections locales en Wallonie¹.

La participation à trois des quatre dernières élections communales a été supérieure à 90% des ayants droit, avec une nette diminution en 2012. En outre, environ un.e électeur.trice sur dix parmi ceux et celles qui ont décidé d'aller voter exprime un vote non valable (blanc ou nul). Pour la Belgique, où le vote est obligatoire, cela représente une manifestation plutôt explicite de désaffection et de refus du politique. Il faut aussi remarquer que cette désaffection est bien plus élevée pour les élections concernant des niveaux institutionnels plus lointains et abstraits : le local reste encore un enjeu important pour les citoyen.ne.s.

Plusieurs facteurs expliquent cet éloignement et cette perte d'intérêt pour le vote. D'une part, on pointe un sentiment diffus lié au fait que les décisions ayant un impact réel sur les conditions de vie des personnes et de leurs proches, telles que les politiques d'austérité, sont prises dans des lieux de plus en plus lointains et ressentis comme inaccessibles. D'autre part, la gestion du pouvoir axée davantage sur le gain personnel et les groupes d'intérêt privé que sur l'intérêt général, qui se dévoile à travers de nombreux « scandales », affaiblit la crédibilité et la légitimité des partis politiques et de leur personnel. L'existence d'initiatives citoyennes qui

proposent des alternatives positives dans l'autonomie par rapport aux institutions indique qu'il est possible de s'engager et d'entreprendre des projets utiles en dehors de l'action des élu.e.s.

Ce dernier constat est en réalité cohérent avec (sans être dû à) certaines idées néolibérales, qui considèrent que le bien-être des personnes est avant tout l'affaire des individus. La déception envers l'action réelle des institutions et de leurs représentant.e.s s'accorde avec l'éducation à la responsabilisation et à l'individualisme à laquelle nous sommes soumis.es en permanence dans les sociétés occidentales. Une éducation qui produit des sociétés où toute personne qui ne réussit pas ou qui rencontre des difficultés est considérée comme indigne d'assistance ou de solidarité²: cette conception rend moins attrayante l'engagement, la participation politique et le souci pour l'entretien du lien social au-delà de la sphère strictement personnelle.

Et pourtant les institutions publiques, y compris les pouvoirs locaux, jouent un rôle très important avec des conséquences tangibles sur la vie des personnes. Il est vrai que, un peu à tous les niveaux du pouvoir, la démocratie déléguée ou représentative souffre d'une crise de légitimité : le sentiment est diffus que le milieu institutionnel soit séparé de la société et fermé aux citoyen.ne.s. Que ce soit dans la façon dont les candidat.e.s sont sélectionné.e.s et élu.e.s (la question de l'accès) ou dans les modalités de formulation et de prise d'une décision qui concerne une société³. Le processus électoral souffre de cette crise de légitimité et la désaffection du vote en est un des reflets.

La réponse des mouvements populistes – pas encore très présents en Belgique, mais davantage dans plusieurs pays d'Europe occidentale – est basée sur l'illusion (ou l'erreur) de penser que ces problèmes sont dûs à la mauvaise qualité des personnes (les candidat.e.s, les élu.e.s) et des organisations (les partis « traditionnels »). La réponse offerte se limite à proposer une nouvelle organisation (en général, un « mouvement », pas un « parti ») et des nouvelles personnes (les « citoyen.ne.s ») qui, une fois arrivées au pouvoir, se retrouvent à adopter les mêmes comportements d'exclusion de toutes les décisions du plus grand nombre.

D'autres réponses bien plus intéressantes sont, depuis une vingtaine d'années, en train d'être pensées et testées. Elles se

basent sur l'ouverture (véritable) des institutions publiques à la participation directe des citoyen.ne.s et du monde associatif (par exemple, les budgets participatifs). D'autres introduisent des modalités de démocratie directe, comme le recours au référendum. D'autres encore encouragent et soutiennent les initiatives citoyennes autonomes et en favorisent la mise en réseau.

Une campagne mobilisatrice : pour quoi ?

Ainsi, les réponses à la désaffection électorale engendrent soit plus d'éloignement des citoyen.ne.s (populismes), soit un nouveau type d'engagement, qui ne passe plus nécessairement par les partis politiques traditionnels. C'est dans le sens de cette deuxième voie que le CIEP mène campagne pour les prochaines élections locales en régions wallonne et bruxelloise. Mobilisant toutes les structures du CIEP, jusqu'aux élections en octobre, cette campagne a été conçue avec la participation active de toutes les fédérations régionales, pour déterminer un cadre commun cohérent permettant en même temps toutes les adaptations nécessaires pour répondre aux spécificités locales.

Une série d'objectifs généraux ont été définis en termes d'apprentissage. D'abord, des objectifs concernant la manière d'**amener des citoyen.ne.s à l'engagement** : en les outillant afin d'être capables de faire le lien entre leurs expériences et des enjeux de société (migrations, austérité, Sécurité sociale, ...) ; et en mettant en évidence les liens avec les autres niveaux de pouvoir, dont les élections auront lieu en 2019. Ensuite, des objectifs concernant les modalités de l'engagement : un engagement local, construit progressivement, en association avec d'autres citoyen.ne.s ; un engagement qui va bien au-delà des élections, et d'une participation limitée à des mobilisations exclusivement pour les échéances électorales. Et enfin, aussi un objectif de type « thématique », visant à enrichir les revendications par des perspectives nouvelles, telles que la transition et le commun. Des perspectives qui permettent une action dépassant la simple revendication.

Ces objectifs traduisent la vision politique de l'engagement portée par le MOC : ce qui est intéressant à remarquer est que cet engagement autour des échéances électorales n'est qu'un moment particulier dans une dynamique d'action politique et sociale au sein de laquelle les pouvoirs publics sont aussi des acteurs et des contreparties. Même si nous ne sommes pas indifférents au résultat des élections, notre travail d'éducation permanente vise à **modifier la relation que les citoyen.ne.s engagé.e.s entretiennent avec les institutions**, une relation critique qui veut faire peser les intérêts des citoyen.ne.s, des associations et des mouvements sur les politiques publiques. Les élections sont dans ce sens une opportunité pour éveiller la conscience citoyenne sur les pouvoirs des institutions et comment ces dernières sont gérées par les élu.e.s, mais aussi un apprentissage à interpeller, à présenter des revendications, à leur demander des comptes et le faire de manière collective.

Une attention doit être particulièrement portée à la volonté du CIEP de participer au **renouveau dans la manière de penser le changement social et la transformation de système**. La notion de « transition écologique » fait référence à la nécessité de profondes

transformations dans le mode de production et de consommation, à la recherche d'une compatibilité avec la capacité de régénération des ressources naturelles, ainsi qu'à la justice planétaire dans l'accès et l'usage de celles-ci. La notion de « biens communs » se réfère aux ressources qui sont nécessaires à la vie sur terre et qui devraient être gérées avec l'intérêt commun comme principe directeur.

Ces perspectives sont innovantes non seulement parce qu'elles attirent l'attention sur les limites de notre écosystème et sur la non-viabilité du mode de production et de vie capitaliste, mais aussi parce qu'elles invitent à revoir les distinctions traditionnelles entre propriété privée et propriété publique, entre gestion privée et gestion publique des ressources naturelles. Et, on peut aussi ajouter la propriété et la gestion de « nouveaux » biens communs, tels que la connaissance. Il s'agit de penser en termes de biens qui appartiennent à une communauté sans appartenir spécifiquement à personne, ni individu ni institution, et dont la gestion est attribuée à celles et à ceux qui les produisent et les travaillent sur base d'un droit d'usage⁴.

Fiches pédagogiques, vidéos et animations pour interpeller



Sous le titre « Agis t'es du local ! », la campagne du CIEP s'articule autour de cinq axes d'action, qui mobilisent l'ensemble des animateurs et animatrices du CIEP, ainsi que les militant.e.s, tout au long d'un processus d'apprentissage collectif et d'interventions à différents niveaux et auprès de publics divers.

Le premier axe de **formation** comprend la **production d'outils pédagogiques** à l'usage d'animateur.trice.s et de militant.e.s qui visent la compréhension des enjeux électoraux ainsi que les perspectives d'action citoyenne à cette occasion. La fiche pédagogique éditée dans cette *Esperluette* sur les budgets communaux en est un exemple. Douze fiches thématiques autour de douze enjeux⁵ sont d'autres outils : chacune présente tout d'abord la problématique, en mettant en évidence sa dimension locale et le rôle des pouvoirs publics, et ensuite, elle suggère des pistes d'action.

Ces outils sont pensés comme des instruments de référence pour élaborer des actions locales d'éducation permanente et de mobilisation.

La **mobilisation des militant.e.s** est le deuxième axe de la campagne. Il prévoit une journée de formation pour les animateur.trice.s du CIEP, ainsi qu'une journée d'étude et d'action politique ouverte à l'ensemble des militant.e.s. Les objectifs de ces actions sont de stimuler une réflexion et d'encourager des échanges autour des modalités d'intervention en éducation permanente au sujet des élections locales, de s'inspirer des expériences d'acteur.trice.s externes au mouvement, et de réfléchir ensemble sur les manières de stimuler une participation citoyenne critique. Ces activités s'accompagnent de nombreuses initiatives locales visant les militants et militantes actif.ve.s dans les groupes d'action locale sur les mêmes objectifs.

Conscient de l'importance des réseaux sociaux comme lieu d'intervention politique et milieu dans lequel agir pour l'éducation permanente des citoyen.ne.s, le CIEP a prévu une **action de communication** centrée sur l'idée que tou.te.s les citoyen.ne.s peuvent se mobiliser et agir dans leur environnement. Basé sur cinq exemples d'actions citoyennes existantes en Wallonie et à Bruxelles, cet axe d'intervention a produit des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux **autour du modèle de « supercitoyen »**, et vise à sensibiliser le grand public utilisateur de ces réseaux⁶.



Toutefois, la plus grande partie des actions dans le cadre de cette campagne a lieu au niveau local. Les CIEP régionaux organisent **des actions de sensibilisation du grand public** qui prennent différentes formes : journées d'étude, conférences, débats publics et animations visant la compréhension d'enjeux spécifiques, ainsi que l'acquisition de compétences nécessaires à l'interpellation et à l'action autour d'un sujet. Des modalités créatives de **construction d'interpellations** ont été expérimentées dans différentes régions : ainsi, des ateliers d'écriture ont été mis en place en Hainaut occidental pour faire émerger des revendications citoyennes. Des « bancs publics » ont été placés sur les marchés de Verviers et de Dison pour que les citoyen.ne.s puissent interpellier les candidat.e.s. En Brabant wallon, de janvier à juin, la campagne « Enragez-vous et puis votons »⁷ a parcouru les 27 communes de la

province en proposant des actions d'agitation citoyenne autour du thème du « Ré-enchantement » de la démocratie et des nouvelles formes de citoyenneté (Cafés politiques, animations socio-artistiques, rencontres-forum, interventions artistiques pour renforcer l'implication citoyenne dans la démocratie locale). Elles ont permis de hiérarchiser et de prioriser une série de défis et les merveilles désignée par les citoyen.ne.s. Des rencontres avec les candidat.e.s permettent à la fois de leur présenter des revendications et de les obliger à s'engager publiquement sur des politiques à mener au cas où ils ou elles seraient élu.e.s. Une série de cartes postales a été éditée pour faciliter l'interpellation directe des candidat.e.s (disponible en ligne⁸). Et, enfin, la campagne prévoit un **axe de plaidoyer politique**, qui pourra être activé lors des contacts avec les partis politiques et leurs candidat.e.s.

Se projeter au-delà de l'échéance électorale

La campagne autour des élections communales est en fait une opportunité pour impliquer des citoyen.ne.s dans une démarche d'éducation permanente. L'échéance électorale reste un rendez-vous qui éveille l'intérêt d'un grand nombre de personnes et qui, de toute manière, perce le panorama de l'information et de la communication qui nous entoure en permanence. Au-delà du CIEP et des organisations constitutives du MOC, de nombreux acteurs et actrices associatif.ve.s se mobilisent à des fins d'éducation et/ou de militance. La campagne électorale crée ainsi des conditions favorables à l'éducation et à la mobilisation de citoyen.ne.s qui d'habitude sont moins sensibles ou disponibles à s'intéresser à des questions politiques.

Avec son travail d'éducation permanente constant et quotidien, le CIEP maintient un réseau de militant.e.s et d'animateur.trice.s fortement ancré.e.s sur leur territoire. Cela nous met en condition, tant en termes de compétences entretenues que d'ancrage territorial, pour **faire de la campagne électorale un moment spécifique d'éducation et de mobilisation**. Cependant, l'action autour des élections risque de s'essouffler une fois les résultats électoraux connus et validés. La question de la continuité de l'action citoyenne particulièrement vis-à-vis des pouvoirs publics, reste alors un enjeu ouvert, qui se situe plus spécifiquement à deux niveaux. Le premier est celui du suivi des engagements pris par les candidat.e.s. Si on veut limiter la perte de confiance dans les institutions, il est nécessaire que la mobilisation se poursuive par un contrôle citoyen des actes portés par les élu.e.s, ainsi que par un rappel constant des engagements pris pendant la campagne électorale, c'est-à-dire qu'il s'agit de **maintenir éveillé le rapport entre citoyen.ne.s, partis politiques et institutions** initié à cette occasion.

Le deuxième niveau concerne **la capacité des citoyen.ne.s d'influencer l'action des élu.e.s** : intervenir dans la formulation des décisions (politiques menées, priorités, etc.) et participer à la prise de décision nécessitent non seulement une mobilisation constante, mais aussi l'acquisition de compétences spécifiques, tant dans les matières traitées que dans les mécanismes de construction et de prise de décision. Le travail mené par le CIEP de Charleroi-Thuin autour de l'analyse des comptes et du bilan



© Reportage photo & 96

communal de la Ville de Charleroi et celui autour de la démocratie participative organisé par le CIEP de Namur qui vise l'ouverture des espaces institutionnels à la participation citoyenne sont des exemples de ce qui pourrait et devrait être fait afin de renforcer la mobilisation citoyenne autour des institutions.

Et, enfin, il semble important de considérer que la mobilisation autour des élections – pourtant nécessaire et fondamentale – ne devrait pas faire passer dans l'ombre tout le travail de **construc-**

tion de sujets collectifs, de soutien aux initiatives citoyennes autonomes, de création de réseaux et d'alliances entre acteurs et entre initiatives qui va bien au-delà d'une action centrée sur les pouvoirs locaux et leur action. Le voyage d'études et de découverte d'initiatives locales de démocratie citoyenne dans le Nord de la France proposé par le CIEP Luxembourg (initiatives de Loos-en-Gohelle et les territoires zéro chômeur de longue durée à Lille) permet de s'inspirer d'actions innovantes.

1. Tableau tiré de la présentation de Régis DANDROY, « Les enjeux des prochaines élections communales et provinciales », lors Conseil Général du MOC, 14 novembre 2017.
2. David GRAEBER, *Bullshit Jobs. A Theory*. (Introduction), Simon & Schuster, 2018.
3. Pierre ROSANVALLON, *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Éditions du Seuil, 2008, pp. 13-15.
4. Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, Éditions La Découverte, 2014, p. 453 ss.
5. Les thématiques abordées par cette campagne sont : la citoyenneté et la démocratie locale, L'aménagement du territoire communal, La culture, Le développement économique et l'emploi, L'enseignement, La politique internationale et de coopération au développement, Le logement, L'interculturalité et l'accueil des demandeurs d'asile, La mobilité, La politique sociale, L'énergie, La sécurité. Accessibles sur <http://ciep.be/index.php/2012-11-29-08-11-38/campagnes-de-1-annee/outils-de-la-campagne-2018>
6. Vidéos visibles sur www.facebook.com/Super-Citoyens-386769121762871/ et <http://ciep.be/index.php/2012-11-29-08-11-38/campagnes-de-1-annee/supercitoyens-be>
7. www.enragezvous.be

France HUART ♦ permanente CIEP communautaire

Les communes sous la loupe du genre¹

Il est de moins en moins possible d'ignorer que les rapports de pouvoir, notamment le sexisme et ses différentes formes de violences, sont présents en tant que système partout dans notre société ! Vie féminine (VF) a saisi l'opportunité des prochaines élections communales pour lancer une action spécifique intitulée « Communes antisexistes » et déclinée en différentes actions. Cette démarche revendique de « vivre dans des communes antisexistes ». Il ne s'agit nullement d'un label ou d'une médaille à décerner aux « bonnes » communes ou aux élu.e.s engagés contre le sexisme. Ce concept fait écho à d'autres initiatives associatives actuelles, comme les « communes zéro pesticide », « communes hors TTIP » ou encore les « communes hospitalières » qui s'engagent à améliorer concrètement l'information et l'accueil des personnes migrantes, à sensibiliser ses habitant.e.s à la question de la migration. Cette action a un double objectif : d'une part, analyser les enjeux et l'impact des politiques locales sur la vie des femmes; d'autre part, se réapproprier l'espace public pour interpeller les autorités et les acteurs.trices locaux, afin d'inscrire à l'agenda politique notamment la lutte contre le sexisme et les violences à l'encontre des femmes, qui se déclinent dans tous les domaines de la vie. Le défi consiste à donner aux femmes des outils de renforcement de leur pouvoir d'agir et des connaissances,

pour mieux utiliser leurs droits, pour politiser leurs demandes individuelles urgentes afin de faire émerger un « commun ».



Une démarche pour toucher tous.les les acteur.trices.s

Ce projet « Communes antisexistes » s'inscrit à la fois dans le prolongement de la campagne « Brisons l'engrenage infernal » de VF (2016-2017)² dénonçant les violences à l'égard des femmes, et en perspective de la campagne à venir sur « Le sexisme dans l'espace public ». Toutes deux permettent « d'affiner la lecture des violences masculines et du sexisme en tant que système de do-